



SOLIDARITÉ SOCIALISTE

SOLIDARITE SOCIALISTE, SON HISTOIRE, SES OBJECTIFS

Solidarité Socialiste est une organisation non-gouvernementale (ONG) belge de coopération au développement. Elle a été créée en 1963 par l'Action Commune Socialiste - syndicat, mutualité, coopératives, parti - afin de contribuer au développement d'un monde plus juste et plus démocratique.

Socialiste et les organisations avec lesquelles elle collabore luttent pour une répartition plus juste des pouvoirs et une distribution plus équitable des richesses produites. Ensemble, elles contribuent à (re)créer et renforcer des solidarités, à combattre l'exclusion et les inégalités. Voilà le sens de notre action avec nos trente-neuf partenaires dans douze pays, en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Mais aussi en Belgique, où Solidarité Socialiste informe et forme la population de Bruxelles et de Wallonie aux enjeux des relations internationales, à travers notamment des partenariats avec le syndicat et les Mutualités socialistes.

Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins essentiels : se nourrir, se vêtir, habiter un logement convenable, se soigner, disposer de revenus suffisants pour mener une vie conforme à la dignité humaine. Sur le terrain, il s'agit donc d'améliorer l'existence de centaines de milliers de personnes actrices et bénéficiaires des actions de développement que nous soutenons. C'est cela la raison d'être de Solidarité Socialiste et de ses partenaires : permettre aux plus démunis, aux plus vulnérables, aux exclus, de prendre conscience que ce qu'ils vivent est injuste, qu'ils ont des droits et qu'ils peuvent les défendre ! Et leur donner les moyens de les défendre. En s'associant avec d'autres : en constituant des associations et des réseaux d'associations. Pour être plus forts, et peser ainsi sur des décisions déterminantes pour la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants au Nord et au Sud.

Une stratégie d'action, le partenariat : Solidarité Socialiste et ses partenaires constituent un collectif d'une quarantaine d'organisations qui se consacrent à la mise sur pied et au renforcement de réseaux d'associations en milieu populaire. Celles-ci mettent en œuvre des initiatives de développement décidées par les personnes concernées.

Un chemin, le changement social : Il s'agit de modifier ce qui crée ou perpétue l'injustice et l'exclusion. De transformer les institutions et les règles, dans un cadre démocratique et en visant la justice sociale. Cela passe par le renforcement et la mise en réseaux des groupes qui agissent dans ce sens.

Une méthode pour changer, l'éducation populaire : L'éducation populaire permet aux personnes et aux groupes opprimés de mettre des mots sur les situations qu'ils vivent. L'objectif est de comprendre les causes de ces injustices, afin de changer la société pour un mieux-être personnel et collectif. L'éducation populaire n'est pas une éducation imposée d'en haut, mais est basée sur le vécu des personnes – chacun est détenteur d'un savoir.

Deux thématiques, l'accès aux droits sociaux et l'approfondissement de la démocratie : Toutes les actions menées par Solidarité Socialiste et ses partenaires visent à permettre ou améliorer l'accès des populations exclues aux droits sociaux : droit à la santé, droit à la sécurité alimentaire, droit à une vie digne et à un travail décent ; elles ont aussi pour objectif l'approfondissement de la démocratie.

APPUI AUX MUTUELLES DE SANTE EN AFRIQUE

Solidarité Socialiste privilégie une approche basée sur l'initiative communautaire. Avec l'appui de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, elle mène avec seize partenaires un programme "Droit à la santé" dans cinq pays d'Afrique subsaharienne, le Burkina Faso, le Sénégal, le Burundi, le Cap Vert et la République Démocratique du Congo. Ce programme comporte un important volet mutualiste. Il implique plus de 150 organisations communautaires, selon une approche démocratique et participative, et l'objectif d'un renforcement de l'Etat de droit dans les pays concernés. L'idée force est la suivante : en perfectionnant leurs structures et leurs capacités, les mutuelles de santé, déployées en réseaux aux échelons local, national et international, se renforcent l'une l'autre, et sont mieux à même d'améliorer l'accès à la santé de leurs membres et d'influer sur les politiques de sécurité sociale et de santé publique en faveur des populations démunies, dans les régions et dans les pays où elles développent leurs activités.

Si les structures mutualistes appuyées sont généralement de petite taille, vu la faiblesse des moyens des populations, le lien social est très fort et les affiliés, dont la participation est fortement encouragée et constitue même un élément essentiel du processus, sont à même d'en maîtriser mieux le fonctionnement. D'autant plus que ces mutuelles s'inscrivent dans un processus plus large, où s'intègre le volet économique et dans lequel l'aspect formation et éducation populaire est très important. D'un point de vue économique, par le biais notamment de mutuelles de crédit partenaires de l'action et/ou par le biais de fonds rotatifs, Solidarité Socialiste vise à renforcer les capacités de contribution des adhérents aux mutuelles, par la mise en place d'activités économiques générant des revenus. D'un point de vue éducation et formation, l'objectif est double : d'une part, faire prendre conscience aux populations de l'intérêt que constituent la solidarité et la mutualisation des risques ainsi que la force et la capacité d'influence que leur confère l'action collective vis-à-vis des municipalités et autres pouvoirs publics, d'autre part, accroître les compétences et l'expertise des mutualistes.

UN EXEMPLE : LE BURKINA FASO

Au Burkina Faso, le gouvernement planche sur un dispositif d'assurance maladie universelle, et a créé dans ce sens un Secrétariat permanent, auquel participent ASMADE, partenaire de Solidarité Socialiste, ainsi qu'un certain nombre de mutuelles de santé actives dans le programme. Le ministère des Affaires sociales pousse à la formalisation de ce cadre sous la pression entre autres d'ASMADE. Parallèlement, un autre cadre de concertation a été mis en place au niveau national par les mutuelles de santé elles-mêmes. C'est ainsi qu'on assiste à un double mouvement : du haut vers le bas et du bas vers le haut, pour la mise en réseaux des mutuelles, visant la moindre dispersion des initiatives, une plus grande efficacité et une économie d'échelle qui permettraient aux bénéficiaires de disposer d'une meilleure qualité des soins à un coût plus abordable. L'implication des populations dans le programme des mutuelles de santé est de plus en plus importante, la militance s'accroît. Le couplage à des programmes économiques permet d'augmenter la contribution personnelle des membres et d'élargir par la même occasion, selon les besoins, la gamme des prestations assurées par les organisations mutualistes. L'on assiste à des changements de comportement et d'esprit, comme un moindre appel aux praticiens traditionnels et au marché noir, une plus grande fréquentation des postes de santé (plus accessibles et aux tarifs moins volatils), une motivation plus grande du personnel de santé. La confiance dans les mutuelles est plus forte, certaines personnes n'hésitant plus à cotiser pour une adhésion à long terme (jusqu'à cinq ans). Des résultats concrets sont ainsi obtenus, fragiles et inégaux, mais réels : une diminution visible de la mortalité infantile et maternelle, et une amélioration de l'état sanitaire général des populations bénéficiant des programmes mutualistes.

UN AUTRE EXEMPLE : LE BURUNDI

La force du programme de mutuelles de santé au Burundi est qu'il s'appuie sur une structure bien organisée, structurée de la base au sommet, avec un système de représentation nationale. L'un des deux partenaires du programme est la Confédération Nationale des Caféculteurs (CNAC). On estime aujourd'hui à 600.000 le nombre de caféculteurs au Burundi. Les producteurs organisés au sein de la CNAC sont plus de 100.000, et leur nombre grossit chaque jour. Ils sont répartis sur toutes les provinces caféicoles du pays. La CNAC est une

organisation ouverte à tous les producteurs qui en font la demande, et elle défend les intérêts de tous les producteurs de café organisés ou non. Avec ADISCO, l'autre partenaire du programme au Burundi, l'objectif de la CNAC est de mettre en place vingt-cinq mutuelles de santé, de structurer leur mise en réseau, et d'appuyer leurs revendications et leurs actions pour améliorer l'accès de leurs membres à des soins de santé de qualité. Les mutuelles comptent, en moyenne, entre 250 et 300 membres. Des conventions sont systématiquement signées avec les prestataires de soins et déterminent notamment les tarifs et les remboursements. A côté de cela, le programme finance des petites activités génératrices de revenus par le biais de fonds rotatifs. Tout un travail de plaidoyer et de revendication est aussi mené pour mettre en place une politique d'appui officielle aux mutuelles de santé afin qu'elles puissent jouer un rôle important dans le cadre d'une concertation dans la définition d'un futur système de protection sociale à l'échelle nationale. Le tout accompagné d'un important aspect de formation et de renforcement des capacités, et dans le cadre d'une action internationale en réseau.

LE DEFI DU MOUVEMENT MUTUELLISTE EN AFRIQUE : DEVENIR UN MOUVEMENT SOCIAL

Un enjeu crucial du développement du mouvement mutuelliste au Burkina Faso et au Burundi, comme dans les autres pays, est le fait que celui-ci devienne un véritable mouvement social qui, au-delà de l'objectif important qui consiste à organiser la solidarité entre ses membres, puisse obtenir des avancées politiques quant à l'accès à des soins de santé de qualité et à une protection sociale universelle, à laquelle les plus riches contribueraient proportionnellement à leurs revenus dans le cadre d'une mutualisation des risques.

Il faut dès lors continuer à travailler à la prise de conscience par les populations de l'importance de leur implication dans la définition des politiques de santé publique et dans l'interpellation de l'Etat. Il faut aussi assurer à ce dernier - qui souvent n'en dispose pas même s'il est de bonne volonté - les revenus suffisants pour pouvoir organiser la solidarité au niveau national.

D'où toute la question des politiques financières et commerciales internationales, ainsi que celle de l'aide au développement. Et de fait, cela passe par un travail de lutte et de revendication sur un plan plus large, pour obtenir une redéfinition des politiques financières et commerciales internationales, dans le sens d'une éthique et d'une justice plus grandes.

Des alliances stratégiques doivent donc être nouées avec d'autres acteurs dans les pays concernés, mais aussi sur le plan international, pour faire converger ainsi les différentes luttes sociales.